

Fiascos informatiques

Causes réelles et sortie possible pour le Québec souverain

Les fiascos informatiques au provincial et au fédéral suivent toujours les mêmes schémas parce que les gouvernements se retrouvent enfermés dans un modèle dépendant de grandes firmes privées qui exploitent systématiquement les failles du processus.

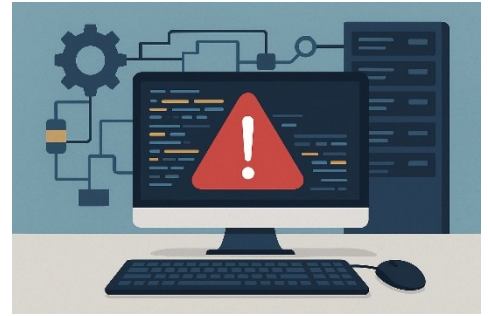
La première cause est l'absence de segmentation des projets. Ce n'est pas la taille qui tue, mais le fait que les mandats soient livrés en blocs uniques et indivisibles. Les firmes exigent des contrats « clé en main » qui leur donnent le contrôle complet de l'architecture, du développement et de l'intégration. Une

fois qu'un fournisseur comme IBM, CGI, Deloitte, Accenture ou LGS a mis la main sur le chantier, l'État perd sa capacité de découper, réorienter ou remplacer des composantes. Cette non-segmentation crée un monstre rigide où un seul acteur devient indispensable, et donc impossible à sortir même lorsqu'il livre de la camelote.

La deuxième cause est le modèle d'affaires des grandes firmes d'intégration. Leur profit dépend des dépassements de coûts, des avenants, des changements de portée et de la complexification artificielle des projets. Elles ont tout intérêt à pousser vers des solutions propriétaires massives comme SAP ou Oracle, car ces plateformes garantissent de longues années de dépendance technique. Dès que l'État n'a plus accès au code et ne peut plus faire ses propres modifications, le fournisseur devient maître absolu : c'est lui qui contrôle les délais, les correctifs, les ajouts, et il facture chaque respiration. C'est exactement ce qui explique les dérapages répétés : l'incitatif économique est orienté vers l'échec partiel rentable plutôt que vers la réussite rapide.

La troisième cause est le cercle fermé des fournisseurs. Les mêmes entreprises obtiennent toujours les mêmes contrats, même après des fiascos majeurs. Pourquoi? Parce qu'elles ont bâti des relations, des réseaux d'influence et une présence institutionnelle qui découragent la concurrence. Elles rédigent parfois même des parties des appels d'offres, orientant la solution vers leurs propres produits. Les nouveaux joueurs locaux, plus agiles et moins coûteux, sont exclus d'office par des exigences techniques artificiellement élevées. Ce contrôle du marché empêche toute innovation et maintient l'État prisonnier de mastodontes qui facturent trois fois trop cher pour des projets deux fois trop lents.

Dans un Québec souverain, la clé serait d'imposer une segmentation obligatoire des projets, une priorité au logiciel libre, des contrats limités en portée, et une ouverture réelle à la concurrence locale. C'est le seul moyen de briser le cycle des fiascos qui profite actuellement aux grands intégrateurs au détriment du public.



Louis-Martin Carrière